

N° AP 22/169

ARRETE

ARRETE PORTANT CLOTURE DE L'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE TARIFAIRE DES DROITS DE PORTS 2023 DU PORT DE TOULON-LA SEYNE-BREGAILLON (ÉTABLISSEMENT MARITIME TOULON PLAISANCE)

Le Président de la Métropole

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports et en particulier ses articles R5321-11 et suivants,

VU les propositions de modification des tarifications 2022 portant sur les droits de port du Port de Toulon, concession plaisance, formulées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

VU le certificat d'affichage établi par le concessionnaire en date du 19 octobre 2022,

VU l'avis réputé favorable de la Préfecture du Var, consultée par courrier en date du 11 octobre 2022,

VU l'avis réputé favorable de la Direction Régionale des Douanes de Provence, consultée par courrier en date du 11 octobre 2022,

VU l'avis favorable du Conseil Portuaire du Toulon-La Seyne-Brégaillon du 20 octobre 2022,

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Ports du 30 novembre 2022,

A R R E T E

ARTICLE 1

A compter de la date de signature du présent arrêté, l'instruction des propositions de tarifs de droits de port pour l'année 2023 pour la concession plaisance du port de Toulon-La Seyne-Brégaillon est clôturée.

ARTICLE 2

Les droits de port entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2023, et seront publiés dans deux journaux locaux et affichés sur place.

ARTICLE 3

Cet arrêté ainsi que les tarifs de droits de port 2023 seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées de manière très apparente et aux endroits déterminés par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, concessionnaire. Le concessionnaire, responsable de cet affichage, veillera à sa conservation et à son remplacement autant que nécessaire.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le

5 DEC. 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Ancien Ministre



